

Par e-mail : https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/07/13/totalenergies-confirme-son-investissement-dans-un-megaprojet-gazier-au-texas_6181831_3234.html

TotalEnergies confirme son investissement dans un mégaprojet gazier au Texas

Le groupe dirigé par Patrick Pouyanné passe outre les critiques des associations de défense de l'environnement. Il participera à la construction d'un site géant de GNL, un projet dont le coût total est évalué à 13,2 milliards d'euros.

Par [Adrien Pécout](#)

Publié le 13 juillet 2023

TotalEnergies (ex-Total) n'en démord pas. Le pétrolier continue de miser largement sur le gaz naturel liquéfié (GNL, ou LNG en anglais), malgré la vive désapprobation d'associations de défense de l'environnement. Cette énergie transportée par bateau suppose au préalable une extraction par fracturation hydraulique, quand il s'agit de gaz de schiste. Méthode interdite en France, car nocive pour le climat, mais très pratiquée aux Etats-Unis.

Jeudi 13 juillet, le géant français de l'énergie a ainsi officialisé la décision finale d'investissement pour participer à la construction d'une usine de liquéfaction aux Etats-Unis. Le mégaprojet Rio Grande LNG, à Brownsville (Texas), est développé par l'américain NextDecade et cofinancé par le fonds d'investissement Global Infrastructure Partners.

Le groupe français entend prélever 5,4 millions de tonnes par an (Mtpa) durant vingt ans, à compter de 2027. Soit un peu moins d'un tiers de la capacité totale des trois trains de liquéfaction prévus pour cette première phase. Leur coût global a été chiffré à 14,8 milliards de dollars (environ 13,25 milliards d'euros). L'entreprise acquiert près de 17 % des parts du projet. De même, elle prévoit de monter au capital de NextDecade, à hauteur de 17,5 % pour la fin de l'année.

Plus de 15 millions de tonnes par an exportées d'ici à 2030

D'ici à 2030, tous projets confondus, TotalEnergies compte exporter plus de 15 Mtpa depuis les Etats-Unis. Son PDG, Patrick Pouyanné, met en avant les « *faibles coûts de production* » du GNL américain. Une chance, selon lui, pour « *contribuer à la sécurité d'approvisionnement en gaz de l'Europe* ». Depuis le début de la guerre en Ukraine, en février 2022, [les Etats membres de l'Union européenne \(UE\) cherchent à s'affranchir des livraisons russes](#). Selon M. Pouyanné, le GNL américain permet aussi de « *fournir aux clients asiatiques une énergie alternative deux fois moins émettrice que le charbon* » pour ce qui concerne le gaz à effet de serre, responsable du réchauffement climatique.

Ce nouvel investissement confirme « *l'expansion de Total dans les énergies fossiles en général et, depuis 2018, dans le GNL en particulier* », critique Edina Ifticene, chargée de campagne pour l'ONG Greenpeace. « *Le groupe va dans le sens des profits plutôt que dans celui de la transition énergétique* », poursuit-elle, quand bien même il communique aussi sur des investissements dans les énergies renouvelables. « *L'entreprise présente le GNL comme une solution miracle, notamment*

depuis la guerre en Ukraine, là où il faudrait surtout réduire la demande gazière. A contresens des recommandations de l'Agence internationale de l'énergie, cet investissement lourd nous enferme encore dans le GNL pour de nombreuses années. »

Lorette Philippot, chargée de campagne pour Les Amis de la Terre, estime que *« les acteurs financiers français [...] doivent prendre leurs responsabilités en exigeant que Total se retire du projet »*. Des critiques visent aussi Engie (ex-GDF), dont l'Etat français reste le premier actionnaire. Le principal fournisseur gazier dans l'Hexagone a conclu un contrat avec NextDecade, dès 2022. Il entend s'approvisionner pendant quinze ans, à hauteur de 1,75 million de tonne de GNL par an.

« Nous dénonçons le soutien stratégique apporté par la France, son gouvernement et deux de ses poids lourds du secteur de l'énergie, TotalEnergies et Engie, à Rio Grande LNG », déclare Lucie Pinson, directrice de l'ONG Reclaim Finance. Un *« soutien hypocrite et criminel »*, poursuit-elle, faisant allusion à l'impact environnemental. Contacté, le ministère de la transition énergétique n'a pas commenté cette déclaration.

Adrien Pécout